Le nihilisme de l'après-pétrole

Gaël Giraud*

L'analogie entre les deux tentatives de mise en œuvre d'une mondialisation commerciale – à la fin de chacun des deux siècles précédents – pourrait servir de point de départ à un parallèle entre le développement des thèses « nihilistes » de la Belle Époque et le mal-être qui semble gagner certains Européens en ce début de XXIe siècle[1].

Ce serait pourtant passer à côté de la différence essentielle qui sépare de manière définitive, me semble-t-il, la « première mondialisation » de la nôtre. La fin du XIXe siècle fait une découverte majeure : celle des possibilités inouïes qu'offre l'industrialisation du pétrole. Une nouvelle ère semblait s'ouvrir alors : celle de transports à longue distance presque gratuits et d'une électricité urbaine (dérivée du pétrole) abondante et également bon marché. Notre époque signe au contraire le début d'une ère où le pétrole ne sera plus jamais disponible en abondance comme il le fut jadis. Non pas que nous ayons épuisé la totalité des réserves fossiles de la planète : il reste malheureusement suffisamment de carbone sous terre pour que son extraction suffise à dérégler entièrement notre climat. Mais parce que l'impératif climatique s'impose lentement – même aux élites –, de sorte que chacun comprend peu à peu qu'il va falloir, d'une manière ou d'une autre, que nos sociétés limitent leur consommation en huile fossile. Et parce que la déplétion des puits (y

* Économiste, directeur de recherche au CNRS, il est notamment l'auteur de *l'Illusion financière*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2012, rééd. revue et augmentée, 2014.

1. Voir Jean-Pierre Chevènement, *1914-2014 : l'Europe sortie de l'histoire ?*, Paris, Fayard, 2013.

compris, très vraisemblablement, des puits de pétrole issus des roches-mères, dit « pétrole de schiste ») nous interdit d'augmenter indéfiniment la production mondiale quotidienne de pétrole[2]. En d'autres termes, la parenthèse ouverte vers 1880 est précisément en train de se refermer aujourd'hui.

Charbon, pétrole et progrès social

Quelle incidence cette mutation géopolitique peut-elle avoir sur le *Zeitgeist* des élites occidentales ? La découverte des potentialités industrielles de l'or noir avait provoqué une double rupture politique. Tout d'abord, elle induisit la possibilité d'une augmentation sans précédent de la production industrielle. Car, n'en déplaise à bon nombre d'économistes (qu'ils soient néoclassiques ou marxistes), c'est essentiellement l'accélération de la consommation d'hydrocarbures faciles d'accès qui a rendu possible l'étonnante croissance des économies industrielles depuis un peu plus d'un siècle[3]. Ce faisant, elle facilitait le développement de la foi dans le progrès technique – dont le positivisme de Comte (pourtant mort une génération plus tôt) fut l'une des traductions possibles – et l'effondrement d'une expérience religieuse (catholique comme protestante) dont l'articulation doctrinale était restée partiellement ancrée dans une métaphysique d'Ancien Régime.

Ensuite, et surtout, la seconde révolution industrielle, appuyée sur le pétrole, a induit une organisation politique radicalement différente de la première, tributaire du charbon. Comme l'a montré Timothy Mitchell[4], l'ère du charbon, géographiquement concentrée autour de la mine et très intensive en main-d'œuvre, fut celle de luttes sociales où le sabotage des mines permettait de renverser peu à peu le rapport de force entre ouvriers et cols blancs. Le succès politique de la grève est lié à l'apprentissage, par les « masses labo-

2. En 2010, l'Agence internationale de l'énergie a officiellement reconnu que, depuis 2005, la production conventionnelle de pétrole mondiale a atteint un plafond (légèrement en dessous de 90 millions de barils/jour) que l'humanité ne parviendra plus à dépasser. Les techniques de fractionnement de la roche le permettront-elles ? Ce serait une mauvaise nouvelle pour le climat et, qui plus est, il est peu vraisemblable qu'elles y parviennent durablement, comme le reconnaît publiquement Christophe de Margerie, le PDG de Total.

3. Le rôle joué par l'accumulation du capital ou le progrès technique est mineur, comparé à celui de l'énergie. Voir G. Giraud et Z. Kahraman, "On the Output Elasticity of Primary Energy in OECD countries (1970-2012)", Center for European Studies, Working Paper, 2014.

4. Timothy Mitchell, *Carbon Democracy : le pouvoir politique à l'ère du pétrole*, Paris, La Découverte, 2013.

rieuses », de la manière dont on peut paralyser une économie construite en grande partie sur le charbon, en bloquant l'extraction de ce dernier. Le renoncement aux charmes de l'Ancien Régime et à l'esclavage, le consentement progressif à la démocratie parlementaire, les principales conquêtes sociales (réduction du temps de travail, protection des enfants, lois sur les assurances…) sont le résultat d'un bras de fer collectif que jamais les ressources énergétiques antérieures à la première révolution industrielle (toutes dépendantes de l'accès à la terre, qu'il s'agisse de la photosynthèse, de l'eau, du vent, de l'énergie animale ou de l'usage thermique du charbon précédant son exploitation industrielle) n'avaient rendu possible. Bien sûr, d'autres conquêtes sociales verront le jour après 1880 – le Front populaire en témoigne – mais elles constituent les derniers soubresauts d'un monde où le pétrole n'a pas encore détrôné le charbon.

Avec le pétrole, la possibilité du sabotage et le pouvoir de négociation qui lui est associé échappent davantage aux cols bleus, d'ailleurs de moins en moins nombreux sur les sites d'extraction. Ce d'autant plus que le transport du précieux liquide est infiniment plus facile et souple que celui du charbon[5]. À présent, grâce au pétrole, même un blocus militaire autour de Berlin (1948) n'interdit plus son approvisionnement par les airs. De même, fermer le canal de Suez (1956) ne permet plus non plus, désormais, d'assécher l'Europe en énergie fossile, et donc de paralyser son économie. La seconde mondialisation, la nôtre, et la vague dite néolibérale naîtront en partie, autour des années 1980, de cette nouvelle configuration d'une économie-monde fondée sur un pétrole presque gratuit.

La fin de la mystique du progrès

Un siècle plus tôt, le nihilisme de Nietzsche était une réaction aux bouleversements provoqués par les deux révolutions industrielles. La percée démocratique, facilitée notamment par le charbon, faisait s'effriter peu à peu l'édifice métaphysique d'un

5. À de rares exceptions près (pendant la Seconde Guerre mondiale), le charbon n'a jamais fait l'objet de transport transocéanique. Bloquer la livraison de charbon sur un continent revient donc à l'en priver. Au contraire, aucune interruption d'approvisionnement en pétrole provenant d'une source particulière ne suffit à interdire l'accès au pétrole d'un continent entier, même si le transport, le raffinage et le stockage (par opposition à l'extraction) restent exposés à un sabotage qui peut fragiliser une région.

souverain garant du bien commun, pour laisser s'ouvrir la perspective angoissante d'une place du pouvoir devenue vide parce que libérée de toute fondation théologico-politique[6]. Au fils de pasteur, épris d'héroïsme aristocratique qu'était Nietzsche, pareille volonté démocratique dont l'objet est toujours remis en chantier ne pouvait que ressembler à une volonté du *nihil* : « Le but fait défaut. La réponse à la question "pourquoi ?" » En outre, le soudain décuplement des forces industrielles semblait donner du crédit aux thèses positivistes, candidates toutes trouvées pour identifier dans l'hypostase du « progrès » une réponse à la question du sens. Nietzsche est d'autant plus sensible au vide démocratique d'une société qui devait désormais apprendre à déchiffrer le mystère de son propre fondement qu'il récuse la fiction du « progrès ». En vérité, il faudra un siècle à nos sociétés pour tout à la fois commencer à se déprendre de l'illusion du progrès technique comme moteur d'une croissance sans limites *et simultanément* construire, sur le lieu vide du pouvoir, l'idole antidémocratique d'une société entièrement privatisée, fondée sur la fiction de marchés financiers autorégulés.

Le premier versant – la désillusion à l'égard de l'utopie positiviste – aura nécessité la tragédie des camps d'extermination, du goulag et de Hiroshima. Ce fut la force de l'école de Francfort que d'essayer de penser une modernité qui aurait tiré toutes les leçons de ces drames collectifs. En 1972, le rapport Meadows[7], à la fois scandale public et best-seller international, obligeait également la conscience occidentale à renoncer à la dernière illusion associée à la mystique du progrès comme moteur et finalité d'une société : en l'absence d'une bifurcation majeure de nos modes de production et de consommation, cette même énergie fossile qui aura rendu possible la croissance depuis les débuts de la révolution industrielle provoquera la destruction de ses propres acquis sociaux et, à terme, la disparition d'une large partie de l'humanité.

Le second versant – celui de la « révolution conservatrice » coïncidant avec la colonisation des esprits par le veau d'or du tout-marché – s'imposera d'autant plus facilement, à la fin du siècle dernier, que les sociétés européennes auront connu, à partir des années 1970, une sorte de « panne eschatologique ». Les Trente Glorieuses avaient été, en effet, l'époque de la reconstruction d'une Europe en ruine. Au moment des deux chocs pétroliers, cette

6. Voir Claude Lefort, *Essais sur le politique,* Paris, Le Seuil, 1986, p. 285 *sq*.
7. Donella H. Meadows *et al.*, *The Limits to Growth*, New York, Universe Books, 1972.

mission historique est accomplie et, sans l'abolition unilatérale des accords de Bretton-Woods par l'Amérique, la puissance économique de l'Europe de l'Ouest aurait peut-être dépassé celle des États-Unis. Durant cette même décennie, outre sa reconstruction après l'aller-retour dévastateur de la Wehrmacht, l'Union soviétique a elle aussi achevé le « programme » qu'elle s'était attribué dans les années 1920 : l'industrialisation au pas de charge d'une société rurale tout droit issue de l'Ancien Régime (elle-même berceau féodal de la littérature nihiliste). De même que l'administration Brejnev ne sait plus, désormais, quel avenir collectif proposer aux « camarades » (en dehors du souvenir incantatoire des victoires militaires de Staline), de même, l'Europe de l'Ouest ne sait plus quel horizon offrir à ses citoyens (en dehors de la répétition du mythe selon lequel les marchés dérégulés seraient la meilleure protection contre la guerre).

La désaffection à l'égard des grandes utopies du XIX^e^ siècle et vis-à-vis des grandes institutions censées en être les garantes (l'État et l'Église) date précisément de ce tournant. Les Européens se défièrent à juste titre d'une foi naïve dans le progrès : dès 1994, ils assisteront – certains impuissants, d'autres complices – au génocide rwandais et, au cours de cette même décennie, à l'apparition de nouveaux camps de concentration sur leur propre sol, de camps de réfugiés palestiniens et, aujourd'hui, de camps de détention des émigrés sans papier. La « panne » liée à l'absence de grand récit collectif dans lequel inscrire le fil des générations peut à bon droit ressembler à la néantisation collective de tout ce qui avait fait l'Europe depuis les Lumières. Il existait pourtant bien des utopies de rechange, candidates à fournir de nouveaux récits capables de remplir le « vide » du pouvoir démocratique. Aux États-Unis, il s'agit du vieux messianisme jeffersonien des « petits propriétaires », qui conduira tout droit au krach des *subprime*. Sur notre continent, c'est l'immense malentendu constitué par le projet d'Union Européenne qui jouera ce rôle. Entamé sous les auspices de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) – en référence donc à une « démocratie du charbon » qui, au sortir de la guerre, était pourtant déjà supplantée par le pétrole –, ledit projet sert d'alibi à la tentative d'éliminer systématiquement les acquis sociaux autrefois facilités par le charbon[8]. En ce sens, les accords

8. Voir Robert Salais, *le Viol d'Europe, enquête sur la disparition d'une idée*, Paris, PUF, 2013.

de Maastricht, l'inscription de la liberté absolue de mobilité du capital au fondement de l'Europe, la construction de la zone euro et, à présent, le « partenariat transatlantique » (qui pourrait achever de saper la souveraineté des États-nations) sont la figure européenne de l'impressionnante régression démocratique que le tout pétrole aura rendu possible.

Face à la négation de toute volonté démocratique qu'organise la mise en place d'un droit européen sans souverain politique, d'un droit-sans-politique[9], les peuples européens sont désarçonnés, privés de mots et d'images pour comprendre ce qui leur arrive. La social-démocratie est elle-même sans ressources pour inscrire le détournement néolibéral de l'idée européenne dans une logique plus vaste, incapable qu'elle est d'identifier la géopolitique du pétrole comme ressort sur lequel s'appuie ce détournement. Car l'économie néoclassique (dont la doctrine sert de catéchisme à la Direction générale de la concurrence de Bruxelles), ayant perdu tout lien avec le réel[10], fonctionne désormais à la manière de l'orthodoxie marxiste ou de la scolastique thomiste du XV^e^ siècle : discours désarticulé d'un psychotique sur lequel le bon sens n'a aucune emprise[11]. L'impératif de la compétitivité (dont le fondement économique, pourtant, fait défaut) joue désormais le même rôle que les « lois d'airain de l'histoire » au sein d'un marxisme fossilisé. Pendant ce temps, en particulier chez l'immense majorité des économistes néoclassiques, le rôle moteur joué par le pétrole reste forclos[12]. Dès lors, la dénonciation incantatoire de l'idéologie néolibérale ne peut que manquer sa cible : en vérité, le « nouvel esprit du capitalisme », organisé autour d'une substitution de l'entreprise-réseau à la figure de l'État-nation, doit l'essentiel de sa puissance à la productivité, la ductilité et la facilité de transport du pétrole.

9. Voir G. Giraud, « François, l'Église et la construction européenne », dans Pape François, *L'Église que j'espère*, Paris, Flammarion, coll. « Études », 2013, p. 191 *sq*.

10. Voir Steve Keen, *Déconstruire l'économie*, trad. fr. G. Giraud et A. Goutsmedt, Paris, Éditions de l'Atelier, 2014 (à paraître).

11. De temps en temps, tel ténor de l'économie néoclassique reconnaît l'inanité de son propre discours, puis se ravise, réduisant son aveu antérieur à une sorte de lapsus qu'il conviendrait d'oublier – ainsi en est-il, par exemple, d'Eugène Fama qui a lui-même reconnu que la « théorie de l'efficience des marchés » pour laquelle il vient de recevoir le prix Nobel (en 2013) est une supercherie, avant de se rétracter.

12. Voir Olivier Blanchard et Jordi Gali, "The Macroeconomic Effects of Oil Shocks: Why are the 2000s so Different From the 1970s?", Centre for Economic Policy Research, Discussion Papers 6631, 2008.

Changer d'énergie, reconstruire le sens

Pour la majorité des citoyens européens, le ciel ouvert au cours du XIX^e^ siècle à la faveur de la géographie du charbon s'est refermé en une génération : l'histoire est devenue absurde car son sens, désormais, échappe. Pourquoi ces régressions antidémocratiques depuis les années 1980 ? Pourquoi ce refus de la classe politique européenne de dialoguer avec l'« Europe d'en bas » ? Du côté du tiers « éduqué » ayant accès aux études supérieures généralistes, c'est la première fois, dans son histoire, que l'élite européenne est aussi nombreuse relativement au reste de la population. Elle peut désormais vivre dans une endogamie quasiment complète, qui la rend aveugle aux souffrances du reste du corps social. Les dogmes néoclassiques couronnent cette psychose collective par une rhétorique échappant à tout contrôle scientifique, qui achève de la priver de toute parole sensée. Pour ce tiers-là, par exemple, la victoire du « non » français au référendum sur le traité constitutionnel demeure, encore aujourd'hui, une énigme.

La difficulté à dégager un sens à l'histoire récente des pays occidentaux (Japon inclus) est accentuée par le rôle ambivalent joué par le pétrole dans la réduction des inégalités. Durant les Trente Glorieuses, en effet, l'industrie nord-américaine est convaincue qu'elle dispose, depuis la découverte des puits géants au cours des années 1930, d'un approvisionnement quasiment illimité en or noir. La problématique des *majors* pétroliers se détermine alors en termes d'excès d'offre : comment réguler des sociétés consommatrices de pétrole de telle manière que l'offre abondante puisse être compensée par une hausse progressive de la demande ? Pour cela, il convient que la demande en pétrole augmente aussi rapidement que possible. Or le meilleur moyen d'y parvenir consiste à répartir davantage les fruits de la croissance industrielle. C'est ici que l'adoption généralisée du rapport salarial fordiste trouve *une part de* son origine : même richissimes, les élites économiques minoritaires ne peuvent pas accroître indéfiniment leur consommation de pétrole. Elles ne suffisent donc pas à gonfler la demande globale pour faire face à l'excédent de pétrole disponible, de sorte que le prix du baril menace de s'effondrer, mettant en péril la rentabilité des puits existants. Le fordisme fournit alors une réponse adaptée à cette situation paradoxale : la généralisation de la voiture, notamment, permet de transformer tous les citoyens nord-américains, ouest-européens puis japonais en consommateurs de pétrole réguliers.

Bien sûr, l'aspiration à une société plus égalitaire et démocratique, consécutive aux horreurs perpétrées en moins de trente ans, par deux guerres mondiales, n'est pas pour rien non plus dans la réduction des inégalités, à la même période, autour du bassin atlantique nord. Mais est-ce un hasard si elle coïncide avec l'impératif de fournir un débouché au pétrole, et la généralisation concomitante de son usage dans tous les aspects de l'existence ?

Que s'est-il passé, à partir des années 1970, pour que cette « heureuse coïncidence » entre les aspirations démocratiques des peuples et le besoin d'un large marché du pétrole soit brisée ? Deux événements, l'un passé inaperçu, l'autre mésinterprété, rendent compte au moins partiellement de ce tournant, dont la vague néolibérale accompagnera la traduction politique et intellectuelle. Le premier est la découverte, en partie effarée, par l'administration nord-américaine, en 1970, que les puits géants, qui assuraient la prospérité et la supériorité mondiale de l'économie des États-Unis depuis le début des années 1940, avaient déjà atteint leur pic de productivité. Le marché mondial du pétrole (entièrement dominé par l'industrie anglo-saxonne) passe alors, en silence, à une situation globale de possible rationnement. Nul besoin, dès lors, de maintenir une demande mondiale volumineuse et donc de poursuivre l'expérience de redistribution des fruits de la croissance. Les inégalités repartent aussitôt à la hausse. Les raisons de ce retournement, toutefois, sont inavouables, sauf à reconnaître l'étonnante fragilité de l'économie nord-américaine, piégée par sa propre dépendance à l'égard d'hydrocarbures dont elle ne maîtrise plus entièrement l'approvisionnement. Le second événement, c'est, bien sûr, le double choc pétrolier, venu signaler qu'en effet les États-Unis ont en partie perdu le contrôle de la production mondiale de pétrole. Ceux-ci, néanmoins, fourniront le prétexte à une reprise en main, par les cercles néolibéraux constitués depuis les années 1930, de l'interprétation de l'inflation induite par l'explosion soudaine du prix du pétrole. L'incurie (en grande partie imaginaire) de l'État sera rendue responsable de la stagflation. La haute finance publique et la finance privée travailleront alors de concert pour amorcer la dérégulation des marchés financiers et reconduire les économies occidentales vers la situation qui était la leur avant le *krach* de 1929.

Le sens qui semble se dégager en cette deuxième décennie du XXIe siècle (encore qu'il soit trop tôt pour l'affirmer avec confiance) est celui d'une croisée des chemins.

D'un côté, la raréfaction programmée du pétrole et de toutes les ressources naturelles, la disparition des abeilles et des poissons comestibles… dessinent un horizon inacceptable, même pour les élites les plus cyniques. Apparaît alors une « solution », qui consiste à assumer l'inéluctable transition écologique en faisant supporter la rareté des ressources naturelles par ceux des citoyens qui n'ont pas accès aux études supérieures « nobles », ces néobarbares qui, comme en 2005, osent encore dire « non » au sens de l'histoire (celui de la mondialisation financière) que leur propose l'élite éduquée. Il conviendrait donc de leur imposer ce sens *à leur insu*. Et c'est ce qui est advenu du pacte de stabilité de 1997, du traité constitutionnel de 2005 et du traité pour la stabilité, la coordination et la gouvernance de 2012 – et ce qui adviendra peut-être du « Partenariat transatlantique ». Tentation d'une nouvelle féodalité, la noblesse ayant troqué le pétrole contre la terre d'antan.

De l'autre côté, la transition écologique devrait confier un rôle décisif aux énergies renouvelables et aux circuits « intelligents » de partage des énergies. À la mondialisation féodale favorisée par le pétrole pourrait alors succéder une économie-monde « démondialisée » (pour cause de pétrole trop cher), où les territoires retrouveront un rôle dans l'histoire, et où les citoyens seront capables de produire eux-mêmes et d'échanger de l'énergie. Jouiront-ils à nouveau d'un pouvoir de négociation politique similaire à celui que leur avait octroyé le charbon ? Sera-ce l'ébauche d'une démocratie participative ? Allons-nous consentir à entamer une transition écologique grosse de transformations politiques majeures qui pourraient bien remettre définitivement en cause la dynamique antidémocratique facilitée par la toute-puissance du pétrole ? Ou bien allons-nous refermer la parenthèse du pétrole abondant pour tous en renouant avec une féodalité où l'élite continuera d'avoir accès à l'or noir, tandis que le reste des Européens sera condamné aux conditions de travail de la Chine ?

C'est de notre capacité à porter ces questions au cœur de l'espace public occidental que dépendent les réponses que nous y apporterons. C'est leur forclusion prolongée qui est responsable du nihilisme postmoderne qui semble s'emparer du corps social européen.

Gaël Giraud